

Unité départementale du Hainaut
Equipe V3
Parc d'activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le (voir date de signature de
l'approbateur)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



ACIERIES ET FORGES D'ANOR

40 rue du Maréchal Foch
BP 1
59186 ANOR

Références : V3 / 2022 - 0171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement ACIERIES ET FORGES D'ANOR implanté 40 rue du Maréchal Foch BP 1 59186 ANOR. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la notification de mise à l'arrêt définitif de l'exploitation en date du 25 juin 2020, par courrier recommandé, et par l'intermédiaire du mandataire judiciaire Julien Marliere.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIES ET FORGES D'ANOR
- 40 rue du Maréchal Foch BP 1 59186 ANOR
- Code AIOT dans GUN : 0007001233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Créée en 1902, la société ACIERIES et FORGES D'ANOR exerçait une activité de fabrication de lames et outils tranchants mécaniques et de fonderie de pièces unitaires moulées.

Le site était implanté sur les parcelles cadastrales n° 645, 646, 647, 659, 660, 662, 664, 665, 1411, 681, 682, 1756, 1757, 1758, 1331 et 2023 en zone UE et UA de la commune d'Anor.

Les surfaces étaient réparties comme suit :

- surface bâtie (3 bâtiments) : environ 20691 m²
- surface imperméabilisée : 12357 m²
- surface non imperméabilisée : 13409 m²

Un rapport d'audit réalisé par le bureau d'études TAUW concernant la situation environnementale de l'établissement, remis en mai 2015 avait permis d'indiquer que le site était soumis au régime de l'autorisation au titre des 2 rubriques suivantes :

- 2562 : Chauffage et traitement industriel par l'intermédiaire de bains de sels fondus;
- 2770-1 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses, en l'occurrence la régénération thermique des sables de fonderie.
- 2790-2 : Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses en l'occurrence la copacteuse de boues de rectification.

Le site relevait également des rubriques suivantes :

- 2560-B-1 : Travail mécanique des métaux et alliages (E)
- 2551-2 : Fonderie de métaux et alliages ferreux (D)
- 2575 : Abrasives (emploi de matières) (D)
- 2921-b : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau (D)

Suite à une visite du 28/02/2018 sur site, un arrêté de mise en demeure de régularisation de la situation administrative du site a été pris en date du 1/08/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Mise en sécurité du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Mise en sécurité du site Evacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise en sécurité du site Interdictions ou limitations d'accès	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise en sécurité du site Suppression des risques d'incendie et d'explosion	Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise en sécurité du site Surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Mise en sécurité du site Usage futur du site	Code de l'environnement, article R.512-39-2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en sécurité du site – Notification à Monsieur le préfet de la mise à l'arrêt définitif de l'installation	Code de l'environnement, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 16 juin 2022 visant à acter la mise en sécurité du site, l'inspection constate:

- l'absence de contrôle d'accès aux anciens ateliers
- la présence de machines, de bains de sels d'ammonium et de cuves dans ces ateliers, de crassiers de sables, de cuves de mazout ayant fuit et présentant un risque d'incendie
- la présence de pollution aux métaux dans le sol et de nappe souterraine mise en évidence par l'étude du 18/09/2019 rédigée par ENTIME, "*Etude historique, diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines*", à la demande de la Communauté de Communes Sud Avesnois.
- la présence de pollution aux hydrocarbures dans le sol, mis en évidence par l'étude ENTIME du 18/09/2019 mentionnée dans la grille des points de contrôle présentée à la suite de ce rapport
- l'absence de suivi des effets sur l'environnement et de mémoire de réhabilitation
- l'absence de concertation quant à l'usage futur du site

En conséquence, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant représenté par le mandataire judiciaire Julien Marliere de respecter les prescriptions de l'article R512-39 du code de l'environnement, (dans sa rédaction antérieure au 1er juin 2022, la cessation d'activités du site ayant eu lieu antérieurement à cette date), dans des délais détaillés dans la grille des points de contrôle présentée à la suite de ce rapport.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments demandés par l'inspection dans le présent rapport d'inspection dans un document autoportant démontant la mise en sécurité du site selon les principes décrits à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement dans un délai de 30 jours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
Constats : Par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 25 juin 2020, la société SA ACIERIES ET FORGES d'ANOR, située 40, rue du Maréchal Foch - 59186 ANOR, représentée par le mandataire judiciaire Julien MARLIERE notifie à Monsieur le Préfet du Nord la mise à l'arrêt définitif de la société. La liquidation judiciaire de la société a été prononcée par jugement en date du 22 juillet 2019 par le Tribunal de Commerce de Valenciennes, avec poursuite de l'activité jusqu'au 31 juillet 2019. L'inspection précise que la rédaction de l'article R.512-39 du code de l'environnement a évolué suite au décret ASAP; cependant ces nouvelles dispositions qui prévoient qu'à chaque étape de la cessation d'activités d'une ICPE, une attestation d'un bureau d'études soit réalisée ne s'appliquent que pour les cessations d'activités notifiées à compter du 1er juin 2022. Ainsi, dans le cas présent, il revient au liquidateur de transmettre les éléments au préfet et à l'inspection des installations classées.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p>
<p>Constats : A l'initiative de la Communauté de communes Sud Avesnois, une étude sur le "diagnostic environnemental avant cession/acquisition du site" a été menée. Elle date du 18/09/2019 et est rédigée par le bureau d'étude ENTIME.</p> <p>Dans le cadre de cette étude, une visite a été effectuée par ENTIME le 20/07/2019. Il y est relevé notamment la présence d'un stock de sable, de cuves de mazout, des outils de production laissés en l'état avec des réserves de produits chimiques indéterminées et non vidangées.</p> <p>La présence de ces éléments perdure lors de la visite du 16/06/2022.</p> <p>- Les cuves aériennes de mazout n'ont pas été vidangées, une forte odeur d'hydrocarbures est constatée. La rétention est dégradée et le sol est visiblement contaminé aux alentours.</p> <p>Dans la zone de stockage à chaud, est constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none">- bacs à huiles non vidangés- bains contenant des sels précipités <p>Dans la zone de rectification, aujourd'hui exploitée illégalement, est constaté la présence de containers d'huiles de rectification et de boues.</p> <p>Il ressort de l'étude ENTIME qu'une partie des sables de fonderie stockés sont à considérer comme des déchets dangereux. Ces crassiers de sable sont toujours présents.</p> <p>Cette liste d'éléments, non exhaustive, démontre que l'évacuation des déchets dangereux n'a pas été effectuée. Aucun mémoire de mise en sécurité n'a été transmis au préfet.</p>
<p>Observations : Étant donné la menace contre les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement que constitue la présence de déchets dangereux sur le site à l'arrêt définitif, l'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la SA ACIERIE ET FORGES D'ANOR représentée par le mandataire judiciaire Julien MARLIERE de procéder à l'évacuation des déchets dans un délai de 30 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
Constats : Lors de la visite du 16 juin 2022, l'inspection constate la présence de deux sociétés sur le site : - ANORLAME qui exploite l'atelier correspondant à la zone de rectification de la société SA ACIERIES ET FORGES D'ANOR. La société ANORLAME relève de la rubrique 2560, régime de l'enregistrement. La puissance de l'ensemble des machines utilisées atteint 1800 kW. En date du 31/08/2020, ANORLAME a déposé un dossier de demande d'enregistrement afin de régulariser sa situation administrative. Une demande de complément a été envoyée à l'exploitant suite à l'instruction de son dossier le 30 septembre 2020. Au jour de l'inspection, aucun élément complémentaire n'avait été reçu suite à la demande de compléments. - SCI FONDERIE D'ANOR exploitation à déclaration au titre des rubriques 2551-2, 2552-2, 2921-1-b et 2575 de la nomenclature des ICPE. Lors de la visite du site, le 16/06/2022, l'inspection constate que des zones ne faisant l'objet d'aucune activité sont potentiellement accessibles car non clôturées. C'est le cas notamment de l'ancien atelier de stockage d'acier à chaud. Pour rappel, le liquidateur représentant de la société Acieries et Forges d'Anor reste responsable de la mise en sécurité et de la remise en état en tant que représentant du dernier exploitant. Aucun mémoire de mise en sécurité n'a été transmis au préfet.
Observations : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure la société SA ACIERIE ET FONDERIE D'ANOR représentée par le mandataire judiciaire Julien MARLIERE de limiter l'accès au site conformément à l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement dans le cadre de la cessation d'activité de la société dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : Lors de la visite du 16/06/2022, l'inspection constate la présence de deux cuves aériennes de mazout présentant des fuites. Une partie du mazout est présent dans la rétention des cuves, à l'air libre. Une forte odeur d'hydrocarbures se dégage. La rétention est endommagée. Le sol alentour est contaminé par les hydrocarbures. Cette installation présente un risque d'incendie. De plus, l'entreprise ANORLAME exploite de manière illégale une installation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2560 de la nomenclature des ICPE. Enfin, cet exploitant déclare que les moyens d'extinction d'incendie sont à l'heure actuelle inadaptés à son activité. La présence des cuves d'hydrocarbures est un important facteur de risque d'incendie. Aucun mémoire de mise en sécurité n'a été transmis au préfet.
Observations : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant représenté par le mandataire judiciaire Julien MARLIERE de supprimer toutes les installations susceptibles de provoquer un incendie ou une explosion du site dans les plus brefs délais, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'Environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Autre du 11/07/2011, article R.512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Par l'intermédiaire d'une étude commandée par la Communauté de Communes Sud Avesnois, l'inspection a été destinataire du rapport intitulé "Aciéries et forges d'Anord - Anor / Etude historique, diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines", rédigé par ENTIME, en date du 18/09/2019. Cette étude fait un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines. Elle met en évidence notamment : <ul style="list-style-type: none">- la présence de boues et de sables dont certains constituent des déchets dangereux- la conformité de la nappe souterraine aux valeurs limites du SDAGE sauf pour les métaux (aluminium, chrome, manganèse, nickel, fer).- 11 zones de contamination significatives dans les sols (chrome, cuivre, nickel, plomb, manganèse, molybdène, fer, et hydrocarbures C10-C40), pour un volume approximatif de 3400 m3. L'étude de ENTIME rapporte l'installation de deux piézomètres PZ1 et PZ2 créés le 20/08/2019 dont les coordonnées géographiques sont précisées. Il n'est pas précisé dans l'étude les modalités de suivi de la qualité des eaux souterraines. Cette étude est antérieure à la notification de l'arrêt définitif des activités du 25 juin 2020. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments demandés par l'inspection dans le présent rapport dans un document autoportant démontrant la mise en sécurité du site selon les principes décrit à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.
Observations : Les éléments à la disposition de l'inspection des installation classées pour la protection de l'environnement ne permettent pas en l'état de vérifier les effets de l'installation sur son environnement dans le temps. L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant représenté par le mandataire judiciaire M. Julien Marliere de mettre en œuvre la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement dans un délai de 30 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.512-39-2
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p>
<p>Constats : La notification de cessation d'activités propose un usage futur du site comparable à la dernière période d'activité de l'installation, c'est à dire industriel.</p> <p>Le liquidateur judiciaire, en tant que représentant du dernier exploitant, doit démontrer avoir transmis au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi <u>que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains.</u></p> <p>L'exploitant devra informer l'inspection des réponses formulées par l'ensemble des personnes consultées.</p> <p>Enfin, pour rappel, conformément à l'article R.512-39-3, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés.</p>
<p>Observations : L'exploitant représenté par le mandataire judiciaire n'a pas transmis à l'inspection de mémoire de réhabilitation dans les délais prévus par le code de l'environnement.</p> <p>L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure le liquidateur judiciaire, représentant du dernier exploitant, de procéder à la concertation concernant l'usage futur du site, conformément à l'article R.512-39-2 du code de l'environnement. A ce titre, le liquidateur doit transmettre à Monsieur le maire d'Anor ou à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains conformément à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement dans un délai de 30 jours</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription